

Étude Listen : Les titres-repas, une garantie pour le pouvoir d'achat des travailleurs en difficulté financière

En 2020, 30% des travailleurs interrogés ont été contraints de diminuer leurs dépenses alimentaires

Bruxelles, 18 février - Le titre-repas joue un rôle essentiel dans le pouvoir d'achat alimentaire des travailleurs en général et plus encore lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés financières. La crise due au coronavirus a contraint 30% des bénéficiaires à diminuer leurs dépenses alimentaires, c'est-à-dire près de 640.000 travailleurs. C'est ce qui résulte d'une étude Listen commandée par VIA, l'association des émetteurs de chèques, et réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1.641 travailleurs bénéficiaires en Belgique.

L'importance du titre-repas n'a jamais été aussi grande qu'en 2020. De nombreux travailleurs ont dû revoir leur budget et la part dédiée à l'alimentaire a parfois été réduite comme peau de chagrin. Olivier Bouquet, le président de l'association VIA, explique « Malgré l'apport des titres-repas 30% des travailleurs interrogés ont dû revoir leur budget alimentaire à la baisse alors que de nombreux frais ont diminué, par exemple ceux liés à la mobilité ou aux divertissements. C'est une situation préoccupante. Nous observons d'ailleurs un déséquilibre dans le budget alimentaire de certains ménages lorsqu'ils ne disposent plus du titre-repas. Ces groupes plus en difficulté financièrement diminuent leur budget alimentaire. Cela démontre que le titre-repas sécurise ce besoin de base. »

Un travailleur sur 2 attend ses titres-repas pour planifier ses achats alimentaires

2.125.000 travailleurs en Belgique reçoivent des titres-repas, c'est-à-dire un travailleur sur deux. Ces dernières années, ce pouvoir d'achat alimentaire supplémentaire pour les ménages est devenu un *must* : un bénéficiaire sur deux l'attend afin de planifier ses dépenses alimentaires, c'est-à-dire plus d'un million de Belges. Sa rapidité d'utilisation le démontre également puisque la moitié des consommateurs l'utilise dans les 15 jours et plus de 80% le font dans le mois. La crise l'a rendu encore plus essentiel pour certains ménages : le chômage temporaire a touché 30% des bénéficiaires, et même 54% parmi les ouvriers. Cette diminution du pouvoir d'achat, couplé avec une hausse du prix moyen du panier des consommateurs, a forcé de nombreux travailleurs à revoir leur budget alimentaire. Une double peine pour ces bénéficiaires.

Malgré une année difficile pour de nombreux travailleurs, plus de 22% des interrogés affirment que le montant reçu en titre-repas leur permet de couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires. C'est un chiffre moins important si on le compare aux autres années dû à la hausse des prix et à la perte de pouvoir d'achat des travailleurs les plus précarisés. Olivier Bouquet, président de VIA, conclut : « 470.000 ménages couvrent l'ensemble de leurs dépenses alimentaires grâce au titre-repas, ce qui démontre la pertinence du dispositif titre-repas au service des Belges. Ce chiffre est toutefois moins important que les années précédentes du fait de la hausse des prix et d'un contexte particulier en 2020, qui a affecté le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment des plus précaires. »

Le titre-repas en 2020 :

- 2.125.000 bénéficiaires en 2020, soit 50% des travailleurs en Belgique.
- La valeur faciale moyenne est de 6,57€.
- 119 000 entreprises qui l'octroient en Belgique.
- 26.000 commerçants affiliés.
- Cela représente 10% du chiffre d'affaires pour un commerçant sur trois en Belgique.
- 81% des bénéficiaires sont satisfaits par le système.

Si vous souhaitez consulter l'étude complète ou si vous souhaitez plus d'informations veuillez contacter :

Denis Dalmans
VIA@teamlewis.com
+32 472 31 69 04

A propos de VIA :

L'association VIA, Voucher Issuers Association, rassemble les émetteurs de titres (chèques) matérialisés ou dématérialisés négociables en échange de biens ou de services spécifiques. L'association défend et représente les intérêts de ses membres auprès des autorités nationales et internationales en proposant des améliorations ou alternatives dans la valorisation, la sécurisation, l'émission, la dépense mais aussi la distribution de titres émis.